



AUTORITÉ  
DES MARCHÉS FINANCIERS

Impression à partir d'une page du site internet de l'AMF

20 mars 2018

## **18e journée de formation des RCCI et des RCSI - Discours d'Amélie de Montchalin, députée, membre de la Commission des Finances, de l'Économie générale et du Contrôle budgétaire de l'Assemblée nationale - 20 mars 2018**

Seul le prononcé fait foi

Monsieur le Président,  
Mesdames et messieurs,

Chaque année, l'Autorité des marchés financiers organise cette journée de formation aux nouveaux enjeux et évolutions du secteur financier, à destination de ceux qui sont chargés de faire vivre ce secteur quotidiennement, d'en être les éclaireurs et les acteurs dans leurs entreprises. A cet égard, cette année est très particulière, et votre rôle y est plus que jamais clé. 2018 est l'année d'une chance – suffisamment rare pour être peut-être historique ! – de transformer la finance, ou plutôt de lui rendre toute son utilité économique, mais aussi humaine. Et je voulais tout d'abord remercier Robert Ophèle de m'avoir proposé de consacrer ces quelques minutes auprès de vous à retracer cette révolution en mouvement dont nous devons saisir, chacun dans nos fonctions, toutes les opportunités.

Le 22 janvier dernier, vous étiez présent Monsieur le Président, je réunissais à l'Assemblée avec les parlementaires En Marche de la commission des finances plus de 350 intermédiaires financiers français, dont certains sont ici de nouveau : banquiers, assureurs, conseillers



financiers, et, bien sûr, gestionnaires d'actifs et investisseurs. C'était la première fois que le secteur financier pénétrait dans une arène politique, sans faux-semblants ni postures, non pour être applaudi ou vilipendé, mais pour être mobilisé. L'après-midi, le chef de l'Etat rassemblait à Versailles les investisseurs étrangers. Pourquoi ? Parce qu'il est urgent que les deux mondes, décideurs politiques et décideurs financiers, se mobilisent ensemble pour être à la hauteur de leur époque, une époque de transformation profonde de notre économie.

Je n'hésiterai donc pas à prendre le contrepied d'un discours célèbre, en affirmant clairement que nous sommes convaincus que le monde de la finance n'est ni sans nom, ni sans visage, et qu'il n'est pas notre ennemi. A la condition, et elle est importante, même vitale, que la finance soit pour la France, et pour le monde, un outil pour la transformation de notre économie - pour une croissance verte, durable, humaine. Il ne s'agit plus de dire que le secteur financier est utile à notre monde, mais de le prouver par des actes ! Et si vous croyez que le secteur financier peut être en avance sur son temps, prouvez-le par des choix d'investissements audacieux. Si vous croyez que le secteur financier peut aider notre pays à donner des moyens à des idées neuves, vous avez aujourd'hui tous les moyens de le prouver. Qu'attendons-nous de vous finalement ? Que nous joignons nos efforts pour être ensemble au rendez-vous des trois défis majeurs de la France et de l'Europe de 2018 : emploi, innovation, transition.

Trois grands objectifs vous sont posés pour 2018 pour être à la hauteur de notre époque :

- faire de la France un leader de la finance durable, message que portera de nouveau le Président de la République ce 22 mars à Bruxelles,
- prendre la mesure de l'impact financier du Brexit, qui doit être la toile de fond d'une nouvelle ambition française,
- et enfin adapter vos pratiques à la profonde réforme de la fiscalité de l'investissement que la France a choisi de porter depuis le budget 2018.

La finance s'est trop longtemps regardée elle-même avant de regarder le monde. Le reproche qu'on fait à notre économie d'être devenue " financiarisée " en est le symptôme : la finance a trop longtemps avancé, isolée dans son couloir, comme abstraite de l'économie réelle, comme un outil mouvant, fluctuant et allant jusqu'à jouer parfois " contre son camp ", contre la croissance de l'économie mondiale, des entreprises, des projets. La finance a trop longtemps jugé sa performance à l'aune de critères qu'elle avait elle-même créés, au lieu de juger l'utilité économique et sociale de ses choix d'investissement. Les entreprises sont aujourd'hui de plus en plus nombreuses à changer de modèle, à sortir de critères uniformes imposés par d'autres, parce qu'elles ont compris, sous la pression des transformations numériques, climatiques, que seuls survivent ceux qui s'engagent.



Mesdames, et messieurs, je sais que les métiers de RCCI et de RCSI sont des métiers de vigie des risques de long terme. Je vous demande aujourd'hui, à tous, de voir ces risques comme des vecteurs d'engagement et de différenciation. La finance qui sera à la hauteur des risques et des défis de notre époque, courageuse, audacieuse, engagée, nous trouvera toujours à ses côtés. La finance des choix uniformes, des investissements mécaniques, de la " financiarisation " de l'économie que j'évoquais tout à l'heure, celle qui " joue contre son camp " et à très court terme doit laisser place à celle qui assume et valorise les différences, où chacun peut faire des choix, les tenir et en vérifier la pertinence à long-terme. C'est ainsi que nous pourrions faire de la finance un outil de transformation du monde.

Je ne vous parle pas là d'utopie, car les projets viables socialement et environnementalement seront à 10 ans les seuls projets viables, tout court. Emploi, innovation, transition : voilà la nouvelle grille de sélection que je vous propose, et que nous avons rendu possible par les réformes de la fiscalité de l'investissement sur lesquelles je reviendrai dans quelques minutes. Cette clé de l'investissement de long terme, vertueux, utile, semble simple, mais elle suppose une transformation profonde des comportements et des habitudes. C'est cette clé seule qui peut organiser la réconciliation des politiques, des opinions publiques, des acteurs économiques, et du secteur financier.

## Emploi, innovation, transition

- Emploi, car nous devons résolument lutter contre le chômage, pas par des slogans, mais en investissant, et surtout en redonnant aux PME françaises qui portent des projets ancrés dans des territoires et secteurs d'avenir les moyens de grandir et d'embaucher.
- Innovation, car nous savons notre pays face à des grandes mutations technologiques qu'il nous faut mener et non suivre. Sans financement adapté, tout le potentiel de notre pays sera gâché par des décisions de financement à courte vue.
- Transition, car lutter contre le changement climatique, c'est avant tout de réorienter les investissements vers les seules activités compatibles avec une économie qui se dirige vers la neutralité carbone à l'horizon 2050.

La mobilisation du secteur financier sur ces trois thèmes est déjà importante, et je viens ce matin, comme je le fais depuis quelques mois, passer le relais. Vous passer le relais. En France, en particulier, votre mobilisation quotidienne est plus que jamais attendue et nécessaire, du fait du cataclysme du Brexit. Il donne une mission impérative à la France : celle de représenter une autre finance – européenne, innovante, tournée vers l'économie réelle. La finance française, et la Place de Paris, ont tous les atouts techniques et humains pour l'incarner dans les prochaines années. Et la France a désormais également une fiscalité, un cadre réglementaire, aligné avec cet objectif d'investissement pour l'emploi, pour l'innovation, pour la transition.



Contrairement à l'Allemagne, aux États-Unis, notre fiscalité du capital, a longtemps été une des plus élevées d'Europe, et agissait comme un vrai repoussoir pour les investisseurs. Elle organisait la fuite des projets vers d'autres pays qui accueillait les idées de nos entrepreneurs, développées dans nos territoires, formés dans nos écoles et universités. Le résultat : des patrons isolés dans leurs choix stratégiques, confrontés à peu de solutions différentes pour se financer et contraints donc à ne pas voir trop grand. Dans une France trop souvent pilotée par l'impôt et les niches fiscales, peu à peu les intermédiaires financiers que vous êtes sont devenus des conseillers en défiscalisation plus qu'en investissement. La chaîne du financement de l'économie était grippée.

Mais aujourd'hui, les politiques que nous sommes ont rempli leur part du contrat de confiance. Nous avons mis en place dès cette année des changements majeurs :

- la fiscalité des épargnants a évolué : avec le prélèvement forfaitaire unique, il redevient enfin intéressant de regarder dans quoi on place son épargne, plutôt que la fiscalité de cette dernière,
- la fiscalité des entrepreneurs a évolué : avec la réforme de l'ISF, il redevient intéressant de regarder comment on peut valoriser et faire grandir son entreprise.

Dans ce contexte, vous pouvez redevenir de réels intermédiaires entre l'épargne des Français et les projets d'investissements de nos entrepreneurs.

- ces changements redonnent enfin son sens à votre métier, à votre mission : financer et accompagner la croissance de nos entreprises, ET offrir du rendement aux épargnants français,
- En un mot : rendre l'épargne utile aux Français, à leur pouvoir d'achat, à la croissance et à l'emploi.

Notre objectif est de doubler sur le quinquennat l'investissement de l'épargne des Français dans les fonds propres des PME. Il représente aujourd'hui environ 5 milliards d'euros par an, en additionnant ISF PME, levées de fonds des banques et des conseillers en gestion de patrimoine, et PEA-PME. Nous voulons que cet effort passe à 10 milliards d'euros par an d'ici 2022. Nous souhaitons que cet objectif soit autant le vôtre que le nôtre.

Et ce n'est pour nous, je le veux dire fortement ce matin, qu'un minimum : rappelons que l'assurance-vie des Français représente plus de 1600 milliards d'euros, et que 400 milliards d'euros sont actuellement sur les comptes courants des Français.

Un travail considérable est entre vos mains : un mouvement profond de réallocation de l'épargne, un véritable changement culturel dont vous avez la responsabilité. Aujourd'hui, seuls 1% de l'épargne gérée par les investisseurs institutionnels français sont investis dans les PME, contre 3% pour les assureurs européens et 6% pour les caisses de retraites américaines. Doubler notre effort n'est donc pas irréaliste !

Pour y parvenir, c'est une triple révolution de la relation que nous devons mener. L'économie, l'épargne, l'investissement ne sont pas des concepts. Ce sont des décisions incarnées, des décisions d'hommes et de femmes qui prennent des risques, qui regardent l'avenir, qui avancent ensemble.

Mais d'abord, il est donc capital que ses acteurs repensent trois relations clés :

#### **La relation entre l'épargnant et son conseiller :**

ce matin, nous attendons de votre part des mesures de nature à faire évoluer ce qu'il se dit et se passe lors de ce tête-à-tête – physique ou numérique - comment guider un client face aux multiples options d'investissement, par rapport à ses projets et son profil plutôt qu'en faisant dérouler des gammes de produits peu lisibles ou d'aubaines fiscales ?

#### **Ensuite, la relation entre les entrepreneurs et leurs financeurs :**

un projet d'entreprise ne doit plus jamais s'arrêter net dans le bureau d'un conseiller bancaire qui ne trouve pas de solution de financement dans l'offre commerciale de son établissement.

#### **Enfin, La relation des acteurs financiers entre eux :**

- Certains d'entre vous connaissent les épargnants et leurs projets, certains construisent et contrôlent les tuyaux dans laquelle circule l'épargne, certains ont pour métier d'accompagner financièrement et concrètement des entreprises dans leur création, d'autres dans leur croissance, d'autres savent comment réussir une ouverture de capital, certains le font en étant connus du grand public, d'autres non, certains ont des stratégies d'action nationale, internationale, d'autres très locales, à l'échelle d'un territoire...
- Tous ici dans cette salle, et avec tous les acteurs financiers spécialisés sur un autre segment que le vôtre, vous êtes différents, mais vous n'êtes pas des concurrents : vous êtes les maillons d'une même chaîne d'investissement, au service des entreprises et des emplois qu'elles vont créer. Vos bureaux ne doivent plus être des cul-de-sac, et la communication doit s'ouvrir entre banques, assurances, fonds, conseillers en gestion de patrimoine, financeurs participatifs, robo advisors ...

- Nous attendons donc entre vous beaucoup plus de partenariats et de travail collectif : l'annonce récente de la levée de 200M€ auprès des assureurs français de Lendix est ici un bon exemple à dupliquer, tout comme celui entre les assureurs et les fonds de capital investissement.

Ce travail collectif, entre vous, et avec nous, est un défi. Un défi de persévérance, de conviction et surtout d'action. Nous sommes une majorité politique constituée de 310 inconnus qui ont été élus parce que nous avons un projet de transformation et que nous cherchons à l'appliquer. Ce projet, pour l'emploi, pour l'innovation, et pour la transition, ne pourra s'appliquer que s'il devient également le vôtre. Franklin Delano Roosevelt rappelait que les seules limites à nos réalisations de demain sont nos doutes d'aujourd'hui. Aujourd'hui, notre cap est clair, vous le connaissez. Alors ne doutons pas, ne doutons pas de nos forces, et agissons !

**Mots clés**


GESTION D'ACTIFS

SERVICES D'INVESTISSEMENT

---

**SUR LE MÊME THÈME**

---

 S'abonner à nos alertes et flux RSS

## LETTRE DE L'OBSERVATOIRE

EPARGNE DE LONG TERME

14 janvier 2025

Lettre de  
l'Observatoire de  
l'épargne de l'AMF -  
N°60 - Janvier 2025



## ACTUALITÉ

GESTION D'ACTIFS

13 janvier 2025

Publication de la  
première étude sur la  
performance des fonds  
d'actifs financiers non  
cotés destinés à des  
clients non-  
professionnels



## RAPPORT / ÉTUDE

GESTION D'ACTIFS

13 janvier 2025

Etude de la  
performance des fonds  
d'actifs financiers non  
cotés commercialisés à  
des clients non-  
professionnels

*Mentions légales :*

*Responsable de la publication : Le Directeur de la Direction de la communication de l'AMF. Contact : Direction de la communication, Autorité des marchés financiers - 17, place de la Bourse - 75082 Paris Cedex 02*